

APPEL POUR UNE NOUVELLE INITIATIVE DE RÉFORMES EUROPÉENNES DÉCLARATION DE BERLIN

Le Comité fédéral de l'UEF, réuni à Berlin le 21 avril 2018,
appelle à la réalisation d'un programme global de réformes en Europe.

De nouvelles initiatives doivent d'urgence être prises en Europe. Des crises multiples menacent encore le projet de paix et d'intégration européenne. Certains pays de l'UE ne se sont pas encore remis de la longue crise économique et financière, et l'UE n'est parvenue à répondre de manière satisfaisante ni à l'urgence que constituent les réfugiés, ni au problème de la sécurité intérieure. Pour la première fois dans l'histoire européenne, un État membre est sur le point de quitter la Communauté. Bien plus : le processus d'intégration est menacé par l'ascension des partis populistes et nationalistes dans toute l'Europe et par la violation des valeurs communes et des droits fondamentaux dans certains États membres.

Pendant au même instant apparaissent d'importants signaux positifs quant à l'avenir de l'Europe :

- À Bratislava, faisant suite à la décision britannique du Brexit, les 27 gouvernements restants de l'UE ont unanimement déclaré qu'ils poursuivraient le processus d'intégration européenne.
- En France, le Président Emmanuel Macron a été élu sur la base d'un programme explicitement pro-européen et a présenté des propositions de réformes ambitieuses pour l'UE.
- Avec son livre blanc sur l'avenir de l'Europe, le président de la Commission Jean-Claude Juncker a enclenché un nouveau débat sur des réformes à venir, et dans son discours sur l'état de l'Union de septembre 2017 il a établi une liste de réformes concrètes à entreprendre.
- En Allemagne, dans son accord de coalition, le nouveau gouvernement CDU/CSU et SPD a donné la priorité à l'avenir de l'Europe.

D'ici les prochaines élections de mai 2019 il existe une fenêtre d'opportunité permettant des réformes décisives. L'UEF est profondément convaincue de ce que seul un système de gouvernement efficace, démocratique et responsable au niveau européen permettra à l'Europe d'être assez forte pour garantir leur avenir aux citoyens européens, tant au regard de la croissance, de l'emploi et de la protection sociale qu'en termes de sécurité intérieure et extérieure.

Elle demande que soient entreprises les réformes suivantes :

- Que les gouvernements allemands et français présentent sans délai des propositions communes pour combler les graves lacunes dans la gouvernance actuelle de l'UE, particulièrement pour ce qui concerne l'achèvement de l'Union économique et monétaire, la question des migrations, le besoin d'une solide politique économique européenne et une meilleure gestion commune des affaires de sécurité intérieure et extérieure.
- Que dès l'origine ces propositions soient communiquées aux gouvernements des autres États membres de l'UE ; l'inclusion des plus petits parmi les États membres est d'importance primordiale.
- Que sur la base de ces propositions les institutions européennes et des États membres soient invitées à développer leur coordination politique entre pays de l'UE pour faire face ensemble à la crise des réfugiés, aux affaires de sécurité intérieure et extérieure, et développer des



programmes économiques de nature à susciter la croissance, le développement soutenable et l'emploi. Un autre objectif important est de surmonter les accords intergouvernementaux existants en les faisant rentrer dans un nouveau cadre législatif normal plus efficace et soumis à un contrôle démocratique.

- Qu'en outre, les institutions des États membres et celles de l'Union soient invitées à entreprendre une nouvelle phase d'intégration au-delà des actuels traités afin de préserver les acquis et de mettre un terme à l'instabilité institutionnelle créée par le referendum au Royaume-Uni. Cette nouvelle phase est indispensable à la consolidation de l'Union économique et monétaire en une union politique, permettant ainsi de construire une véritable souveraineté européenne en créant un système fédéral de niveaux de gouvernement coordonnés mais indépendants, et de surmonter ainsi les actuels déficits en matière d'efficacité, de démocratie et de responsabilité.
- Qu'en parallèle soient instaurées dans tous les États membres de l'UE de manière bien structurée et bien organisée des consultations des organisations de la société civile, ainsi que des assemblées publiques de citoyens sur l'avenir de l'Europe.

L'UEF et ses sections sont prêtes à appuyer le processus de réformes et à jouer un rôle-clef dans l'organisation des consultations de citoyens et des assemblées publiques sur l'avenir de l'Europe. Les nouvelles initiatives de réformes ne seront couronnées de succès qu'à la condition d'être soutenues par les composantes pro-européennes de la société, les partis politiques et l'opinion publique, afin de constituer une force d'entraînement dans le processus de construction de l'unité européenne.